

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

Le rapport annuel AATM (*Africa Agriculture Trade Monitor*) propose une analyse des tendances mondiales et régionales des politiques et des flux du commerce agricole en Afrique. Grâce à des statistiques actualisées annuellement, combinées à des données sur les modèles commerciaux, le rapport AATM permet de suivre l'évolution de la participation africaine au commerce agricole mondial, ainsi que les progrès réalisés dans l'amélioration du commerce intra-africain. L'édition 2024 du rapport AATM met l'accent sur le lien entre le commerce et le changement climatique (couvrant la question de l'impact du changement climatique sur les rendements agricoles et, par conséquent, sur le commerce) et sur la connexion entre le commerce, les émissions de carbone et l'utilisation de l'eau. Le rapport comprend également des chapitres qui analysent les chaînes de valeur des fruits et légumes en Afrique, ainsi que l'expérience commerciale intrarégionale de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Les principales conclusions, ainsi que les implications du rapport en termes de politiques, sont présentées ci-dessous.

L'Afrique a connu une hausse significative de l'insécurité alimentaire à la suite des récentes crises mondiales telles que la pandémie de COVID-19, le conflit entre la Russie et l'Ukraine, ou encore, la résurgence des politiques protectionnistes dans les principaux pays exportateurs de produits agroalimentaires. Avec ce contexte régional en toile de fond, le rapport AATM 2024 s'ouvre par un chapitre qui explore le débat complexe autour du commerce et de la sécurité alimentaire. Le commerce produit des effets complexes sur la sécurité alimentaire, un concept multidimensionnel qui englobe la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité de l'offre alimentaire. Si son influence sur la disponibilité et l'accès aux denrées alimentaires est clairement positive, ses répercussions sur les deux autres dimensions restent plus ambiguës. Toutefois les effets positifs pourraient éclipser les effets négatifs grâce à la mise en œuvre d'interventions politiques appropriées, lesquelles doivent être appliquées avec prudence, afin d'éviter d'exacerber les conséquences négatives et de déstabiliser les marchés mondiaux. Étant donnée la forte dépendance des pays africains vis-à-vis des importations d'engrais, essentiels à la production des produits agroalimentaires, il est crucial de mettre l'accent sur le commerce des intrants et des produits agricoles. Il convient donc de renforcer le commerce intra-africain des engrais afin de réduire l'écart de productivité entre le continent et le reste du monde, d'autant plus que le marché mondial est très concentré et sujet à des ruptures récurrentes de l'offre dues à des crises géopolitiques et à des restrictions commerciales imposées par les pays exportateurs.

Le rapport AATM 2024 examine la chaîne de valeur des fruits et légumes (Chapitre 4). Il met en évidence son potentiel pour renforcer la sécurité alimentaire en facilitant des régimes alimentaires sains et en jouant un rôle crucial dans la diversification des exportations africaines. La hausse des revenus, l'évolution des habitudes de consommation (notamment la demande de produits de qualité supérieure) et l'urbanisation rapide soulignent également l'importance croissante du secteur des fruits et légumes. Dans ce secteur, les données mondiales révèlent que l'Afrique demeure spécialisée dans l'exportation de produits non transformés, concentrée sur les étapes en amont de la chaîne de valeur, tout en important des fruits non transformés et des légumes transformés. Sur le plan du commerce intra-africain, les échanges de fruits sont dominés par des produits non transformés, tandis que l'inverse est observé pour les légumes. Cette spécialisation en amont s'explique en grande partie par des droits de douane élevés et des réglementations strictes dans les pays destinataires à revenus plus élevés, ce qui constitue un obstacle à la maximisation des bénéfices du commerce. Le rapport souligne également que l'Afrique produit relativement peu de fruits et légumes ayant un avantage comparatif révélé et bénéficiant d'une forte demande mondiale, un constat qui mérite une attention particulière. Il est impératif de s'attaquer à ce problème pour éviter les pièges de la pauvreté, dans un

contexte de transformation des systèmes alimentaires. De plus, l'amélioration de la qualité des infrastructures tout au long de la chaîne de l'offre est essentielle pour surmonter les obstacles majeurs aux marchés intérieurs et extérieurs.

Cette année, le rapport souligne la complexité des liens entre le commerce, le changement climatique et d'autres enjeux environnementaux. Il explore ces connexions en se concentrant sur trois domaines clés : les émissions de gaz à effet de serre (Chapitre 2), les ressources en eau (Chapitre 3) et l'évolution des rendements agricoles et des avantages comparatifs (Chapitre 5). Premièrement, le commerce influence l'environnement, principalement à travers les émissions de gaz à effet de serre associées à la production et au transport des marchandises. La contribution de l'Afrique à l'empreinte carbone mondiale du commerce est limitée, sa part des émissions mondiales liées aux produits agroalimentaires exportés et importés étant inférieure à sa part dans le commerce agricole mondial. En raison d'une baisse des exportations agricoles entre 2012 et 2016, l'Afrique est passée d'exportatrice nette à importatrice nette d'émissions liées aux produits agricoles au cours de cette période. Alors que l'Europe est la principale destination des émissions du secteur agricole africain, les émissions liées aux importations agricoles de l'Afrique proviennent principalement d'Asie. Ces tendances appellent des stratégies visant à réduire l'empreinte carbone du continent, notamment en adoptant des pratiques durables et des technologies plus propres dans d'autres secteurs clés (comme le textile et l'habillement) et en se détournant des sources d'importation qui utilisent des technologies très polluantes.

Deuxièmement, le commerce peut contribuer positivement à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, en tirant parti des avantages comparatifs des pays. Par exemple, l'impact environnemental des activités économiques peut être atténué lorsque le commerce déplace la production des pays pauvres en ressources environnementales vers ceux qui en sont mieux dotés. Le rapport se penche sur les ressources en eau, inégalement réparties sur le continent et à l'intérieur des pays, et constate que le commerce de l'eau virtuelle, c'est-à-dire l'eau associée à la commercialisation des produits, se fait principalement au sein des communautés économiques régionales. Les flux commerciaux varient selon les produits. On note que, parmi les cultures examinées, le mil et le macis sont les cultures les plus exigeantes en eau. L'étude du commerce virtuel de l'eau montre que les dotations en eau des pays influencent leurs exportations et leurs importations d'eau virtuelle. Le commerce de l'eau virtuelle peut ainsi contribuer à accroître l'efficacité de l'utilisation de l'eau et à économiser cette ressource à l'échelle mondiale. En termes d'orientation stratégique, les politiques de facilitation de l'exportation d'eau virtuelle sont cruciales pour réduire l'impact des disparités de disponibilité de l'eau sur le continent et pour surmonter les obstacles liés à la pénurie d'eau. Il convient de mettre en place des politiques nationales et régionales de renforcement des investissements en infrastructures afin d'améliorer les systèmes d'irrigation et les pratiques de gestion de l'eau.

Troisièmement, l'évolution des rendements agricoles due au changement climatique pourrait modifier les avantages comparatifs entre les pays mais aussi au sein d'un même pays. Étant donné l'importance de l'agriculture dans les économies africaines et la prédominance de l'agriculture extensive et pluviale, le continent est particulièrement exposé au changement climatique par rapport à d'autres régions du monde. Le rapport souligne que ce risque accru pourrait aggraver le déficit commercial agricole de l'Afrique en réduisant les rendements de la plupart des cultures et, par conséquent, menacer la sécurité alimentaire sur le continent. En effet, avec l'augmentation des températures et l'intensification du stress hydrique, les rendements des principales cultures produites et consommées en Afrique risquent de diminuer. Le commerce peut jouer un rôle dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, tant au niveau international qu'au niveau régional, dans une certaine mesure, en particulier pour les céréales.

Le commerce régional en Afrique reste confronté à bien des défis, comme le montre l'expérience de la CEDEAO décrite dans ce rapport (Chapitre 6). Malgré des progrès significatifs en matière de libre circulation des personnes et de libéralisation des tarifs internes dans cette CER, des obstacles subsistent, notamment les mesures non tarifaires, la corruption, des réglementations trop strictes le long des corridors commerciaux, ainsi que la faiblesse des infrastructures, ce qui conduit à des coûts commerciaux supérieurs à la moyenne continentale et classés parmi les plus élevés au monde. Ces contraintes, qui ne sont pas spécifiques à la CEDEAO, doivent être surmontées afin de renforcer l'intégration régionale en Afrique, dans un contexte mondial marqué par des crises récurrentes, un manque de progrès dans les discussions multilatérales et la résurgence de politiques commerciales défavorables. Pour ce faire, il convient de saisir l'opportunité stratégique offerte par la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine en la mettant en œuvre de manière suffisamment large et ambitieuse.